

Monsieur le Président, cette décision d'acheter des stations-service plutôt que de donner de l'argent aux familles devrait sans doute être montrée sous son vrai jour. De toutes les acquisitions de stations-service par le gouvernement, la toute dernière et la moins coûteuse a coûté quelque 550 millions de dollars. Monsieur le Président, si seulement on avait acheté 6 p. 100 moins de stations-service dans ce seul marché, nous n'aurions pas à toucher au programme des allocations familiales. Si l'on avait transféré 6 p. 100 du prix de ce marché au programme des allocations familiales, nous n'aurions pas besoin de débattre cette mesure législative cet après-midi. Si le gouvernement n'avait acheté que 94 p. 100 de ces stations-service—puisque cela semble être sa passion et sa priorité—au lieu de 100 p. 100, le programme des allocations familiales pourrait demeurer inchangé.

Monsieur le Président, cela montre d'une façon claire et nette les priorités du cabinet . . .

**Des voix:** Règlement.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre, je vous prie. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

**M. Fisher:** Il y a quelques minutes, le député a parlé de vérité. J'aimerais bien qu'il nous dise ce que ses observations peuvent bien avoir de commun avec la vérité, voire même avec la pertinence.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Pourquoi ne pas vous asseoir et écouter ce que le député a à dire?

**M. Hawkes:** Le cabinet a notamment pour rôle de décider de la façon de percevoir et de dépenser les fonds publics. Quant aux députés, ils ont notamment pour rôle d'interroger le cabinet sur la façon dont il a décidé de percevoir et de dépenser les fonds publics. Or, le cabinet entend nous demander dans le courant de la journée de réduire l'aide que le Parlement est prêt à verser aux familles. Il entend nous demander également de réduire l'aide que nous accordons aux pensionnés.

● (1230)

Le ministre défend sa position en alléguant le manque d'argent. Ce sont les gouvernements qui dépensent l'argent et qui établissent l'ordre de priorité, et ce sont les députés de l'arrière-ban qui appuient l'ordre de priorité du cabinet. Le gouvernement actuel montre à tous coups qu'il préfère acheter des stations-service plutôt que de venir en aide financièrement aux personnes âgées et aux familles de notre pays.

Si certains députés ministériels voulaient bien s'associer à nous, nous pourrions ensemble empêcher ce malheur. S'ils décidaient de se prononcer à la Chambre de façon à faire bien comprendre au cabinet qu'il a bien mal établi ses priorités, nous pourrions ensemble empêcher ce malheur. Nous gaspillons les fonds publics. Nous sommes en train d'endetter le Canada simplement à cause d'un ou deux ministres entêtés qui ne savent pas très bien ce dont les Canadiens ont besoin et ce qu'ils devraient leur donner.

### *Allocations familiales—Loi de 1973*

Les députés libéraux de l'arrière-ban sont les seuls qui puissent faire échec au gouvernement. Ils forment la majorité. Nous aurons l'occasion de voir s'ils iront jusqu'à sabrer dans l'aide aux familles. Nous verrons bien la semaine prochaine s'ils sont prêts à réduire les prestations des employés à la retraite. Nous savons déjà qu'ils n'hésitent pas à acheter des stations-service qu'ils considèrent comme une priorité. Or, ils voudraient nous faire croire que les coffres de l'État sont vides.

Ceux qui disent à leurs électeurs que nous n'avons pas assez d'argent pour les retraités et pour continuer à verser des allocations familiales font une entorse à la vérité. Nous avons cet argent, mais il sert à acheter des stations-service, à défrayer les ministres de leurs voyages par avion, à accorder des passe-droit pour des gens comme Keith Davey, Jim Coutts, Maurice Strong, Joel Bell et à envoyer des gens en Europe, à \$200,000 par année, suivre des cours de langue alors que nous avons les meilleurs professeurs du monde. Voilà l'ordre de priorités de ce cabinet qui est soutenu par les députés libéraux de l'arrière-ban. Il faudra bien un jour qu'ils rendent des comptes à leurs électeurs.

Les emplois s'envolent en fumée parce que les députés de l'arrière-ban souscrivent à ce genre de politique. On ne se trompe pas lorsqu'on dit que le parti libéral est en train de se saborder. Les sondages Gallup montrent qu'il ne reste que 30 p. 100 des Canadiens qui leur accordent encore leur confiance alors qu'il y a en avait 50 p. 100 il y a à peine deux ans. La situation se dégrade et les gens savent bien que c'est la faute du Parti libéral.

Nous ne faisons rien pour les détromper. Nous sommes vigilants. Nous ne ménageons pas nos mots et nous sommes renseignés. Je me permets de rappeler aux députés que notre chef, il y a deux ans, s'est élevé seul contre le gouvernement au sujet du rapatriement de la Constitution alors que tous les députés d'en face . . .

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député de Calgary-Ouest; tout en sachant combien il est difficile d'appliquer la règle qui veut qu'un député s'en tienne à l'objet du débat. Je l'invite donc à s'en tenir au bill tendant à modifier la loi sur les allocations familiales.

**M. Hawkes:** Je ne demande pas mieux.

**M. Harquail:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois qu'il faut en profiter pour le faire, car j'ai l'impression que nous avons du mal à respecter la procédure. Tout à l'heure, le député a déclaré qu'il avait décidé de parler dans l'autre langue officielle pour dire que quelqu'un de ce côté-ci n'avait pas dit la vérité. Pourrait-il se rétracter ou s'expliquer?

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. C'est de toute évidence un autre débat qu'on voudrait engager.

[Français]

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, j'ai confiance dans votre interprétation du Règlement de la Chambre.